

## GRÈVE DE TROIS JOURS À BOUMERDÈS

# Un début laborieux sur fond de tiraillements

**L'appel à la grève lancé par la Coordination syndicale de la Fonction publique a été, selon les informations qui nous sont parvenues, diversement suivi dans la wilaya de Boumerdès.**

Dans un communiqué rendu public par l'Unpef, signé par M. Hamad, président du bureau local de cette organisation, on pouvait lire sa première estimation de ce début du débrayage : «La grève des travailleurs du secteur éducatif, toutes filières confondues, enregistre un taux de participation appréciable.»

Ce responsable nous cite plusieurs établissements en grève. Il a, par ailleurs, laissé entendre que les compositions, en cours dans certains établissements, sont un empêchement pour les enseignants qui souhaitent rejoindre le mouvement.

Cela sous-entend que le faible taux de participation pour cette première journée d'une grève de trois jours est dû à cet impondérable.

A noter que les enseignants des 28 lycées de la wilaya n'ont pas débrayé cette fois. Selon nos sources, des enseignants du primaire et du moyen rejettent cet appel à la grève et ne comptent pas, pour l'heure, y participer.

Ces enseignants soupçonnent, en effet, des organisations membres de l'intersyndicale de rouler pour le compte de l'UGTA et consorts.

Au niveau de l'université, M. Bouloudène, représentant local du Cnes, joint par téléphone, n'a pu fournir une estimation sur le taux de participation des enseignants à cette grève.

«Comme l'UGEA a bloqué les portes des facultés, nous ne pouvons pas savoir qui a fait grève», dit-il.

Paradoxalement, cette organisation réputée proche du FLN, peu visible il y a quelques semaines sur la scène universitaire de Boumerdès, surgit subitement pour enclencher une protesta et fermer l'université.

De son côté, le responsable du Syndicat des médecins praticiens du secteur public affirme que l'arrêt de travail est massivement suivi.

«Le taux de participation oscille entre 90 et 95%. Cependant, nous avons donné des



Un taux de participation appréciable.

consignes pour assurer la prise en charge des urgences. Un service minimum est donc assuré», dit le docteur Megdoud qui précise, à l'occasion, que les médecins spécialistes ont également adhéré à ce mouvement de grève.

Questionné sur l'impact de cette grève dans le secteur de la santé, un responsable administratif de la Santé, qui a requis l'anonymat, évalue le taux de participation respectivement entre 14 et 30%. «L'évaluation des syndicats concerne probablement leurs adhé-

rents uniquement mais pas toute la corporation», nous dit-il. Comme à chaque protesta, l'administration locale est restée en marge du mouvement. L'absence d'une structure de la Snapap au niveau de la wilaya de Boumerdès est vraisemblablement l'explication de cette défection, mais un cadre supérieur d'une importante Institution de cette administration, très au fait du fonctionnement du sérail local, avait, lors des précédentes grèves, développé une autre lecture pour expliquer ce renoncement à la revendication. Il constate : «L'administration est profondément infiltrée. De plus, bon nombre de fonctionnaires ne sont pas à leur place.»

Effectivement, sur le terrain, il y a bien quelques cadres et fonctionnaires qui ont des velléités pour crier leur désarroi devant un avenir incertain et un coût de la vie qui devient de jour en jour un calvaire pour les

modestes bourses, malheureusement ces fonctionnaires sont sous l'influence des représentants de syndicats qui sont plus au service de l'administration et plus enclins à s'en mettre plein les poches que de défendre les droits des travailleurs.

L'on peut citer l'exemple des délégués d'une institution importante qui ont récemment fait, avec l'argent des fonctionnaires provenant des œuvres sociales, l'acquisition de véhicules neufs, et ce, pour leur convenance personnelle.

Quelques jours après,

ils ont tabassé un travailleur qui réclamait un meilleur menu à la cantine.

Ces délégués jouissent de l'impunité pour service rendu à l'administration. D'une manière générale, l'appel lancé à la grève par la coordination des syndicats autonomes a rencontré un écho mitigé et l'arrêt de travail a été entamé de manière laborieuse dans la wilaya de Boumerdès.

Les jours à venir nous renseigneront davantage sur les capacités de mobilisation de cette coordination.

Abachi L.

## MASCARA

### Le mouvement peu suivi

Le mot d'ordre de la Coordination nationale des syndicats autonomes ne semble pas avoir été respecté.

En effet, selon une source bien informée, ils n'étaient qu'environ 215 travailleurs de la Fonction publique à avoir débrayé sur un total de 24 605 soit un taux de 0,87% et ceci pour la deuxième journée.

La participation enregistrée à cette grève se situait au niveau de la santé et l'éducation alors que pour l'enseignement supérieur, elle était négligeable.

Par contre, lors de la première journée, la protestation a été quasi-totale pour les vétérinaires.

M. Meddeber

## KHENCHELA

### Une participation mitigée

**La grève de trois jours, appelée par la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique (plus d'une dizaine de syndicats) pour revendiquer et contester les droits sociaux, n'a pas été largement suivie pour cette première journée.**

Pour le secteur de la santé, une décision de la tutelle, ratifiée par la chambre administrative rendue en référé, justifiant l'illégalité de la grève de trois jours, a réduit les manifestants au quart de l'effectif

des syndicats du secteur. Parallèlement, les représentants des travailleurs professionnels, agents de service, chauffeurs, gardiens, d'entretien, du secteur formation qui ont créé leur coordination sous la coupe de l'Unpef rejoignent la contestation et s'insurgent : pour le gel du décret exécutif n° 08/05, la révision de la classification et leur réintégration au secteur éducation note enfin le communiqué remis par l'Unpef.

Les intendants des établissements scolaires ont aussi dans un avis adressé à toutes les instances,

protesté contre leur classification à l'échelle 13, et sollicité la révision de cette dernière.

Ainsi, d'après toujours le secrétaire général, l'Unpef pour les deux jours de grève décidés, le ton sera haussé et «la solidarité entre tous les travailleurs des syndicats sera agissante, pour exprimer hautement et ouvertement notre ras-le-bol face au silence, l'indifférence des pouvoirs publics, pour l'ouverture d'un dialogue franc et éviter tous les débrayages».

S. Azzedine

## ESPACE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

### POUR UNE ALTERNATIVE DÉMOCRATIQUE (ESCAD)

## «Tous solidaires des travailleurs de la Fonction publique»

La Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique organise trois journées de protestation les 24, 25 et 26 février 2008, en observant un arrêt de travail pour la satisfaction de leurs revendications à l'amélioration du pouvoir d'achat. L'Espace de la société civile pour une alternative démocratique (Escad) se déclare à nouveau solidaire de cette importante action citoyenne, qui démontre de plus en plus la volonté des travailleurs à se prendre en charge, pour une amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

L'Escad dénonce le mépris du pouvoir à l'égard de leurs représentants. En refusant de négocier avec les représentants syndicaux, le pouvoir dénie aux travailleurs un droit constitutionnel et pousse au pourrissement dont il porte toute la responsabilité.

Cette nouvelle action signée d'une coordination de 11 syndicats autonomes est la démonstration qu'il y a encore de l'espoir en Algérie pour une alternative démocratique.

Alger, le 23 février 2008  
P.le secrétaire de l'Escad